



MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Pouvoir adjudicateur :	ETAT – Ministère de l'éducation nationale Monsieur le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, Recteur de l'académie de Lyon, Chancelier des universités Rectorat de l'académie de LYON 92, rue de Marseille - B.P. 7227 69354 LYON CEDEX 07
Objet du marché :	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement dans la gestion de l'exploitation et la maintenance des bâtiments
Référence du marché :	Marché n°2025004_DRAA_DRAI_DIL_214_723_FS
Procédure retenue :	Marché passé sur procédure adaptée en application des articles L1111-2, L2123-1, R2123-1 1° du code de la commande publique, avec possibilité de passer des marchés de prestations similaires en application des articles L2122-1 et R2122-7 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Décomposition en tranches et en lots	3
1.3 Marché de prestations similaires	3
1.4 Forme du marché	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	4
3.1 Durée du marché	4
3.2 Montant du marché	4
3.3 Lieu d'exécution	4
3.4 Délais d'exécution	4
3.6 Pilotage des prestations	5
3.7 Echanges et relecture des livrables	7
3.8 Modifications relatives au titulaire	7
➤ Changement de dénomination sociale du titulaire	7
➤ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	7
3.9 Conditions particulières d'exécution	8
➤ Clause sociale	8
➤ Clause environnementale	8
3.10 Propriété intellectuelle	8
ARTICLE 4 – REGIME FINANCIER	8
4.1 Contenu des prix	8
4.2 Variation des prix	8
4.3 Rythme des règlements	9
4.4 Clause butoir et de sauvegarde	10
4.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	10
4.6 Retenue de garantie	11
4.7 Avance forfaitaire	11
4.8 Contenu et émission des bons de commande	11
ARTICLE 5 – RESILIATION ET MESURES COERCITIVES	12
5.1 Résiliation du marché	12
5.2 Exécution aux frais et risques du titulaire	12
ARTICLE 6 – CLAUSE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	12
6.1 Disposition générale	12
6.2 Prolongation du délai d'exécution des prestations	12
6.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	13
6.4 Indemnisation	13
6.5 Demande indemnitaire	13
6.6 Modalités de communication en cas de circonstances imprévisibles	14
ARTICLE 7 – CLAUSE DE REEXAMEN	14
7.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	14
7.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	15

7.3 Conséquence de circonstances extérieures	15
ARTICLE 8 – LITIGE – DROIT – LANGUE - MONNAIE	15
ARTICLE 9 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	15

ARTICLE PREMIER – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet : **Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement dans la gestion de l'exploitation et la maintenance des bâtiments.**

Pour améliorer la connaissance de son patrimoine bâti, les académies souhaitent un assistant à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagner dans ce domaine. L'ensemble du patrimoine bâti de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes représente 160 implantations sur 90 000 m² dont 21 sites de plus de 1000m².

Les académies souhaitent un accompagnement au pilotage des prestations techniques sur leur bâtiment dans certains domaines techniques ciblés (CVC, SSI, courant fort, courant faible, portes et portails, ascenseurs...)

Plusieurs missions sont susceptibles d'être commandées : audit d'un bâtiment, recensement des équipements, suivi des prestations de maintenance, accompagnement des équipes).

Le marché est un marché de prestations intellectuelles.

Code(s) CPV de la consultation :

71315210-4 Services de conseil en installations techniques de bâtiment.

Groupe de marchandises nomenclature achats Etat : 36.04.01 assistance à maîtrise d'ouvrage

1.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché est composé d'un lot unique en raison de sa nature même, les missions constatant un ensemble homogène et intégré qui ne permet pas un allotissement dans cette consultation.

Le marché ne comporte pas de tranches.

1.3 Marché de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du CCP, un ou plusieurs marchés négociés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable et relatifs à des prestations similaires pourront être passés ultérieurement avec le titulaire du marché. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marchés publics pourront être conclus ne pourra dépasser deux ans à compter de la notification du marché public initial.

1.4 Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commandes, à prix unitaires. Le marché ne comporte pas de tranches. Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum, il est exécuté par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont établis à la survenance du besoin. La durée de chaque bon de commande résulte de la prestation commandée.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'1 an, à compter de sa date de notification.

Ce marché est reconductible 2 fois, par période d'1 an.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire ce marché, il doit informer par écrit le titulaire dans un délai d'1 mois avant sa date de reconduction.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Si le marché public n'est pas reconduit, aucune indemnité n'est versée au titulaire.

La durée maximale de ce marché est de 3 ans.

3.2 Montant du marché

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximal de l'accord-cadre est de 140 000€ HT, pour la durée totale maximale de cet accord-cadre.

3.3 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est l'ensemble des départements de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes.

Allier (03), Cantal (15), Haute-Loire (43), Puy de Dôme (63)

Ardèche (07), Drôme (26), Isère (38), Savoie (73), Haute-Savoie (74)

Ain (01), Loire (42), Rhône (69)

3.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont les suivants et sont rappelés dans le CCTP :

Délai de réponse à toute demande d'un service prescripteur :

Sujets	Délai maximal
Question technique sur un sujet urgent	24h ouvrées
Question simple par email ou téléphone	48h ouvrées
Analyse d'un devis	7 jours ouvrés
Remise d'un rapport ou d'un livrable	7 jours ouvrés

Organisation d'une réunion sur site	7 jours ouvrés
Autre demande	7 jours ouvrés

3.5 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Pénalité	Fait générateur	Fréquence	Date de départ du décompte	Montant forfaitaire
Absence à une réunion	Absence à une réunion à laquelle le titulaire était dûment convoqué par le maître d'ouvrage ou son représentant	Par absence ou retard constaté de plus d'une heure	Sur simple constatation sur le compte-rendu de réunion	200 €
Retard	Absence de production des documents demandés ou livrables dans les délais fixés	Par jour de retard	A compter de la date de fin de la prestation inscrite au devis	100€ par jour de retard

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 30% de la valeur des prestations du bon de commande concerné. Si le montant des pénalités est supérieur à 30% du montant du bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation et faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant pour l'ensemble de l'accord-cadre.

3.6 Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire :

➤ Réunion de démarrage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet ;

- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation/acceptation des livrables ;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc) ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

➤ **Revue de contrat annuelle**

Une réunion de revue de contrat annuelle est organisée par la Direction régionale académique des achats Auvergne Rhône Alpes. En vue de l'organisation de cette réunion, le titulaire doit communiquer les documents ci-dessous, dans les deux semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents doivent être transmis deux semaines avant ladite date anniversaire :

Cette revue de contrat doit comprendre un bilan annuel d'activité mentionnant :

- le montant total des prestations objet des bons de commande passés sur la base du présent accord-cadre ;
- un rapport global relevant les non conformités éventuelles en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives ainsi que toutes les suggestions relatives à l'évolution réglementaire portant sur les installations ;
- un rappel de l'objet des prestations des bons de commande passés par un même service bénéficiaire ;
- la liste des devis proposés et acceptés ;
- le récapitulatif des différentes interventions effectuées, ainsi que leur objet au cours de l'année d'exécution concernée ;
- un rapport précisant les suggestions relatives à l'évolution de la réglementation.

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant le contenu a minima des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

Le cas échéant, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire dans le cadre de l'article 27 du C.C.A.G-PI.

➤ **Un suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande :**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état semestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 60 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;

- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

3.7 Echanges et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les livrables seront systématiquement transmis par courriel en format pdf. Le service bénéficiaire pourra néanmoins déterminer des modalités de transmission et des formats spécifiques des livrables dans chaque bon de commande.

Le délai de livraison de chaque livrable est mentionné sur chaque bon de commande. Ce délai ne peut être inférieur à 7 jours calendaires et supérieur à 30 jours calendaires.

3.8 Modifications relatives au titulaire

➤ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

➤ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

En cas de transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire qui ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Il doit, à cet effet, joindre les documents suivants :

- une déclaration qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles R 2143-3 1° et R 2143-6 du code de la commande publique) ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché dont les capacités

professionnelles – capacités financières, moyens et références (article R 2143-3 2° du code de la commande publique) ;

- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 9 du CCAG de référence.

La cession du marché acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'une modification du marché en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

3.9 Conditions particulières d'exécution

➤ Clause sociale

Sans objet.

➤ Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental comme critère d'attribution.

3.10 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le régime de la propriété intellectuelle est régi selon l'article 35 du CCAG PI 2021.

ARTICLE 4 – REGIME FINANCIER

4.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

4.2 Variation des prix

Le présent marché est passé à prix révisable. Cette révision a lieu 1 fois par an, à la date anniversaire du marché public.

Le coefficient de révision C_n applicable pour cette révision de prix est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix (m_0), c'est-à-dire le mois de remise des offres ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois anniversaire de notification du contrat, moins 3 mois

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est **l'index Ingénierie** publié par l'Insee.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale.

Pour la première révision de prix annuelle, le Mois zéro (M_0) à prendre en compte est le mois et l'année de remise des offres (mai 2025).

Pour les révisions de prix suivantes, l'année du mois zéro est l'année directement consécutive à l'année du mois zéro utilisée lors de la précédente révision.

En cas de changement ou de disparition de index de variation ci-avant visés, il sera procédé par avenant à la suppression, au remplacement ou à la modification de la formule d'indexation avec les nouveaux éléments d'indexation des référence mis alors à disposition du maître d'ouvrage.

Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée d'1 an entre chaque révision.

Le titulaire doit transmettre le bordereau de prix révisés, au moins 1 mois avant sa prise en compte, en joignant le détail des calculs. Si ce délai n'est pas respecté, la révision de prix n'est pas prise en compte.

4.3 Rythme des règlements

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Forme de prix	Minimum / maximum en € HT	Variation de prix
Prix unitaires	sans minimum / avec maximum 140 000€ HT	prix révisables, 1 fois par an

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 5 du CCAG-PI (OPTION A) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ; - toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- le suivi contractuel

Facturation électronique :

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire de marché conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs co- et sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.,

Le " portail public de facturation ", permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique est disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

En application de l'article D. 2192-2, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les **mentions suivantes** :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

4.4 Clause butoir et de sauvegarde

Clause butoir

Sans objet

Clause de sauvegarde

Sans objet

4.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

En application de l'article 256 du code général des impôts, il est précisé que les pénalités ne sont pas soumises à la taxe à la valeur ajoutée.

4.6 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est prévue pour ce marché.

4.7 Avance forfaitaire

Sans objet

4.8 Contenu et émission des bons de commande

Le bon de commande est émis par le service bénéficiaire à la survenance du besoin. Il s'agit d'un document écrit adressé au titulaire de l'accord-cadre qui précise les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

Avant l'émission d'un bon de commande, le service bénéficiaire peut demander un devis au titulaire après avoir expliqué son besoin.

Les bons de commande sont émis tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre. Le bon de commande est notifié par le service bénéficiaire au fur et à mesure des besoins par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixée dans le bon de commande. À défaut, il s'agit de la date de sa notification.

Les bons de commande sont signés par la personne habilitée à passer la commande, datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire sous forme papier ou par voie dématérialisée ; le titulaire renvoie immédiatement à la personne publique, sous forme papier ou par voie dématérialisée, une copie après l'avoir signée, et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçue.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de référence de l'accord-cadre auquel il se rattache ;
- le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre ;
- la désignation et l'adresse du service destinataire des prestations ;
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- la date de début et la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- le contenu détaillé et la typologie des prestations à effectuer ;
- les conditions d'accès au(x) site(s).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel maximum après réception d'un appel, d'un message ou de tout autre moyen approprié convenu au préalable dans le cadre de la mise en place de l'accord-cadre (délai de transport compris le cas échéant), il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au C.C.A.G de référence.

Les moyens de contacts pour ce faire seront ceux proposés par le mainteneur dans le cadre de son mémoire technique et de l'organisation qu'il aura mise en place pour couvrir les besoins de l'administration.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

ARTICLE 5 – RESILIATION ET MESURES COERCITIVES

5.1 Résiliation du marché

Les articles 36 à 41 du CCAG-PI s'applique.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnité pour le prestataire. Néanmoins, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

5.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions au CCAG de référence.

ARTICLE 6 – CLAUSE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

6.1 Disposition générale

Les présentes clauses ont vocation à s'appliquer en cas de survenance des circonstances imprévisibles décrites à l'article 24 du CCAG-PI.

La suspension éventuelle des travaux ou des prestations s'effectue dans les conditions fixées à l'article 24 du CCAG-PI.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire et à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle en raison de retards ou de d'inexécution des obligations leur incombant dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

6.2 Prolongation du délai d'exécution des prestations

En complément à l'article 24 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur.

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Il dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché dans le cas où celui-ci arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours. Il indique par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du service bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché.

En complément de l'article 24 du CCAG-PI, dans un délai raisonnable, les parties conviennent le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la prolongation des délais d'exécution et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

En cas de prolongation de délais d'exécution, les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCAP ne seront pas dues.

6.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, le service bénéficiaire prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Les constatations relatives aux prestations exécutées et aux parties d'ouvrage exécutées ainsi que le décompte de résiliation sont établis conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-PI en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

6.4 Indemnisation

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

6.5 Demande indemnitaire

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 43.2 du CCAG PI et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (par ex : impossibilité de se rendre sur site).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

6.6 Modalités de communication en cas de circonstances imprévisibles

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, elles choisissent des modalités permettant de tracer la date d'envoi et de réception du document (courrier en lettre recommandée avec AR, mail avec AR).

ARTICLE 7 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

7.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique du présent marché de services pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité
- Cession de contrat
- Décès
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de sa candidature au présent marché.

À l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera, ou non, la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

En complément du CCAG-PI, dans le cas d'un groupement, cette même possibilité est offerte pour chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce, soit le mandataire.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire, une entreprise tierce, soit un membre du groupement, soit le mandataire du groupement.

Dans le cas où le mandataire se substitue au membre défaillant, il est tenu de se substituer à celui-ci dans le délai de 15 jours qui suit l'expiration du délai imparti dans la mise en demeure. Un ordre de service actera la nouvelle répartition financière du marché.

7.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

A défaut d'accord entre les parties, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de 15 jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

7.3 Conséquence de circonstances extérieures

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties peuvent convenir, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indice utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 8 – LITIGE – DROIT – LANGUE - MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 9 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-PI applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié, par les articles correspondant cités ci-dessous du CCAP :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
3.5	14
5.2	36 et 40